

Lundi 21 septembre 2009

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Vers le début d'une riposte d'ensemble ?

Ce lundi 21 septembre, quatre syndicats de La Poste (CGT, Sud, CFTC, FO) ont appelé 185 bureaux parisiens à une grève illimitée, à la veille de la journée de mobilisation nationale des postiers, ce mardi, contre la privatisation et les suppressions d'emplois de l'entreprise publique. La semaine dernière, 3000 salariés de l'automobile et de la sous-traitance ont manifesté à Paris contre les licenciements, en appelant à la convergence des luttes.

C'est effectivement ce qui est à l'ordre du jour, car tous les travailleurs de ce pays sont aujourd'hui concernés par les plans de licenciements et de restructurations, les suppressions de postes, l'aggravation des conditions de travail et les bas salaires. En témoignent toutes les luttes locales, encore isolées, de ces derniers mois contre les plans de licenciements ou les fermetures d'usine.

En témoigne aussi, malheureusement, la vague de suicides à France Télécom, après PSA ou Renault, et même, on vient de l'apprendre, au ministère de l'Ecologie et de l'Équipement de Jean-Louis Borloo ! Là aussi, pressions hiérarchiques, mutations forcées à des centaines de kilomètres, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, conditions de travail exécrables, etc.

Décidément, que ce soit dans le secteur dit public ou les entreprises privées, il est temps de passer du désespoir individuel à la grande révolte collective. Il est temps de passer des luttes localisées et isolées à la lutte d'ensemble.

Le baratin de tous les Escrosi du gouvernement

Côté gouvernement, on nous présente le chômage de masse comme une fatalité. En attendant, c'est la succession de ces plans de licenciements baptisés par antiphrase « sociaux » ou de « sauvegarde de l'emploi » (PSE), à l'image des 814 suppressions de postes annoncées cette semaine par Alcatel-Lucent. Et aussi la cascade d'attaques gouvernementales : après le travail du dimanche, la hausse du forfait hospitalier, avant une nouvelle « réforme » de la retraite envisagée pour 2010. Alors c'est sûr, l'avalanche de mauvais coups n'est pas finie.

En attendant, Sarkozy nous sert la farce de la « moralisation du capitalisme » avec ses grandes déclamations sur une « nouvelle politique industrielle », avec à la clé des « États Généraux de l'industrie ». Rien de moins !

C'est beaucoup moins drôle quand on regarde cette fameuse politique industrielle à l'œuvre. Le ministre de l'Industrie Estrosi, est très fier d'avoir « sauvé » des emplois à Molex en région toulousaine : sur 283, seuls une quinzaine de salariés dans l'immédiat et peut-être 60 de plus dans six mois garderont un emploi ! Et le ministre de parler d'un « plan de sauvegarde de l'emploi de grande qualité ».

Celui-là mérite bien le surnom que lui avaient donné les salariés licenciés de New-Fabris qui avaient eu affaire à lui cet été : Escrosi.

Coordonnons nos luttes et nos manifestations

Heureusement, la volonté de se battre existe. En témoignent cet été la lutte des Conti, des Molex, des Goodyear et tant d'autres, aujourd'hui la colère des postiers, mais aussi, simple exemple, la grève qui dure depuis 15 jours à l'usine Freescale de composants électroniques à Toulouse contre un plan prévoyant plus d'un millier de licenciements. Et l'appel des Freescale, après les New-Fabris, à coordonner et regrouper les travailleurs en lutte dans un « collectif contre les patrons voyous et licenciés ».

C'est dans cette voie de la jonction et de la convergence des luttes qu'il faut continuer. Et se saisir de toutes les occasions, de toutes les journées syndicales pour l'affirmer, comme l'ont fait, jeudi dernier à Paris, les manifestants du secteur automobile à l'appel des fédérations CGT de la métallurgie et de la chimie et des salariés de Continental et Goodyear.

Un encouragement pour construire le mouvement d'ensemble nécessaire pour interdire licenciements et suppressions de postes et imposer le contrôle des travailleurs sur les entreprises. Car ce n'est qu'ainsi qu'au lieu de payer pour le capitalisme en crise, on pourra tous ensemble... en finir avec lui.

L'école des fans

Pas peur du ridicule ! Les formations durant le chômage partiel ont été pompeusement renommées « université d'automne ». Au programme, des formations sur l'alliance Renault-Nissan, la bureautique, quelques heures d'anglais et, pour faire tendance, de gestion du temps et des réunions.

De quoi rester assis au fond près du radiateur.

Solution de facilité

La convention de chômage partiel signée entre Renault et l'Etat oblige Renault à faire de la formation pour pouvoir toucher des subventions ? Qu'importe ! La direction met en place des formations bidons au moindre coût, et encadrées par des « facilitateurs » payés par les caisses de chômage.

Une double arnaque : vis-à-vis des chefs d'UET qui travailleront les jours de chômage et de l'Etat (et dans ce cas, l'Etat c'est nous, les contribuables) qui subventionne ces mauvais tours de passe-passe.

Bas les masques

La principale mesure préventive de la direction contre la grippe A consiste à nous faire travailler avec un masque pour maintenir à tout prix l'activité.

Garder un masque toute la journée, même en réunion où il faut prendre la parole, on voit d'ici le tableau ! En cas de pandémie, la seule mesure efficace pour éviter de contaminer ses collègues, c'est de rester chez soi quand on est malade.

Investissements : niveau 0

Pour les précautions à prendre contre la grippe A, chez Renault nous sommes au niveau 2 : « je me lave les mains régulièrement ».

En pratique au TCR, cela consiste à ouvrir puis fermer un robinet que tout le monde a touché et à s'essuyer les mains avec un rouleau de tissu souvent sale et humide. C'est moins cher de faire de la com' que d'investir dans l'hygiène. Toujours ce virus du free cash flow...

Sport-business : une histoire sans F1

Carlos Ghosn a refusé de s'exprimer au sujet du scandale Briatore. De son côté Pelata a préféré rejeter toute la faute sur lui. Qui peut croire qu'ils n'étaient pas au courant du style de management et de train de vie du directeur de la F1 Renault ? Une villa au Kenya, des magasins de luxe ou un yacht de 63 m, ça ne passe pas inaperçus. Quant à « brille à tort », il s'en tire juste avec une exclusion à vie !

Tout ceci ne fait que révéler la pourriture que le système capitaliste introduit dans le sport.

Carlost in Translation

Carlos Ghosn disait sans rire dans Les Echos du mardi 10 septembre que la crise financière est « clairement derrière nous » et que Renault en sort « renforcé ». Début août, il disait exactement l'inverse. Mais où a-t-il passé ses vacances ?

Aie confianssse...

L'open forum du 14 septembre n'a pas porté seulement sur le véhicule électrique. A la séance de questions-réponses, le gel des salaires s'est imposé de lui-même. Mais pour les augmentations, Ghosn a répété qu'il fallait attendre la stabilité économique, être patient et avoir confiance. Ah bon ? C'est pas lui qui disait que la crise était derrière nous ?

La petite Solidarité attend ses parents à la caisse centrale

Avec l'augmentation de la part de l'Etat et de l'Unedic dans le paiement du chômage partiel, un des principaux arguments en sa faveur tombe à l'eau : la solidarité avec le personnel des usines.

En effet, le fonds de chômage alimenté par nos RTT ne sera utilisé que si le chômage dépasse 40 jours dans les usines. Comme ce ne sera visiblement pas le cas, la question qu'on doit se poser c'est : à quoi servira ce fonds ?

De toute manière, on n'avait aucune illusion sur la solidarité organisée par la direction. A nous de montrer la nôtre dès maintenant, en soutenant les luttes de tous les travailleurs licenciés ou menacés.

Change the driver

Au salon de Francfort, Ghosn s'est fait le champion du véhicule électrique. Il y a quelques années, le nouveau « driver » de Renault avait pourtant mis le frein sur l'électrique pour vanter les mérites des biocarburants ! Il n'y a pas pire intégristes que les nouveaux convertis.

L'autre épidémie

Malgré un vingt-troisième suicide en dix-huit mois chez France-Télécom, la direction a servi la même réponse que celle de Renault il y a deux ans : ce sont d'abord des problèmes personnels et familiaux.

Au Technocentre, il a fallu la mobilisation du personnel et de certains élus pour obtenir une expertise mettant en évidence le caractère collectif du malaise et de ses causes liées au travail. Cela a obligé la direction à prendre quelques mesures, mais beaucoup de chemin reste encore à faire. D'autant plus que côté direction, le naturel a tendance à revenir au galop.